

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

n° 2011-DLP/BUPE- 298 du - 3 AOUT 2011

abrogeant les prescriptions relatives à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes des circuits d'eau 12°C et 26°C et modifiant les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société ARKEMA, situées sur la plate-forme pétrochimique de CARLING/SAINT-AVOLD.

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le livre V du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ-2011-110 en date du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation sous la rubrique 2921 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-138 du 19 juin 2009 imposant à la société ARKEMA des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de ses installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air situées sur la plate-forme pétrochimique de Carling/Saint-Avold ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-29 du 28 janvier 2010 modifiant les dispositions réglementant les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air exploitées par la société ARKEMA sur la plate-forme pétrochimique de Carling/Saint-Avold ;

VU le dossier d'information déposé par la société ARKEMA par courrier référencé ENV/FLT/L034/11 du 31 mars 2011 concernant le rebouclage des circuits de réfrigération ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 juin 2011 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques du 7 juillet 2011 ;

Considérant que les deux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, respectivement situées sur les circuits Eau 12 °C et Eau 26 °C, ont été définitivement mises à l'arrêt au mois de mai 2010, et que la société ARKEMA projette de les démanteler,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société ARKEMA France, enregistrée sous le numéro SIREN 319 632 790 et dont le siège social est situé, 420, rue d'Estienne d'Orves à Colombes (92705) est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (rubrique 2921) qu'elle exploite sur la plateforme pétrochimique de Carling/Saint-Avold.

Dans le présent arrêté, le mot installation désigne les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.

Article 2 : Prescriptions abrogées

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n°2009-DEDD/IC-138 du 19 juin 2009 et n°2010-DLP/BUPE-29 du 28 janvier 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes.

Article 3 : Dispositions communes applicables à toutes les installations

Les installations seront exploitées conformément aux arrêtés ministériels du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique 2921 et relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumis à déclaration sous la rubrique 2921.

L'exploitant procédera, en cas de fonctionnement des installations, à des prélèvements et analyses de Legionella tous les mois pendant la période estivale allant du 1^{er} juin au 30 septembre.

Un ou plusieurs de ces prélèvements peuvent être ceux réalisés dans le cadre d'autres prescriptions réglementaires en particulier l'application de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004, mais en tout état de cause l'intervalle entre deux prélèvements ne devra pas excéder un mois durant cette période.

Les analyses microbiologiques seront réalisées par un laboratoire accrédité selon la norme NFT 90-431.

Les frais de prélèvement et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Les résultats de chaque analyse réalisée sur les installations dans le cadre de la réglementation applicable seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

Les dispositions de l'article 27 de l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-306 du 22 août 2006 sont également abrogées.

Article 4 : Dérogation à l'arrêt annuel

Pour les installations citées dans le tableau ci-dessous, l'exploitant peut déroger à l'arrêt annuel pour vidange, nettoyage et désinfection demandé au paragraphe 3 de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 susvisé sous réserve de mettre en œuvre les mesures supplémentaires précisées ci-après.

L'arrêt pour vidange, nettoyage et désinfection des installations citées ci-dessous s'effectue au minimum suivant les fréquences suivantes :

Circuit	Fréquence
Eau 25 °C	Tous les 4 ans
Secteur Acrylates	Tous les 18 mois
SAP	Tous les 2 ans

4.1) Mesures contre les facteurs de prolifération des légionelles :

Un traitement continu ou à fréquence appropriée par biodispersant et biocide, visant à limiter le développement du biofilm sur les parois de ces installations, est mis en œuvre par l'exploitant.

4.2) Mesures inhibant le développement des légionelles :

L'eau des circuits Eau 25°C, secteur Acrylates et SAP fait l'objet d'un traitement en continu avec un asservissement garantissant une quantité optimale de produit de traitement dans le circuit à tout moment, quel que soit notamment le renouvellement d'eau et les conditions physico-chimiques.

Ce traitement vise à garantir en permanence une concentration en légionelles inférieures à 1000 UFC/L.

4.3) Mesures de surveillance :

L'exploitant procède, en cas de fonctionnement des installations, à des prélèvements et analyses de Legionella tous les mois sans jamais passer à une périodicité plus large.

Un ou plusieurs de ces prélèvements peuvent être ceux réalisés dans le cadre d'autres prescriptions réglementaires en particulier l'application de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004, mais en tout état de cause, l'intervalle entre deux prélèvements ne devra pas dépasser un mois.

Les analyses microbiologiques sont réalisées par un laboratoire accrédité selon la norme NFT 90-431.

Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Les résultats de chaque analyse réalisée sur les installations dans le cadre de la réglementation applicable sont adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

4.4)

Ces mesures ne dispensent pas l'exploitant d'effectuer un arrêt complet avec vidange, nettoyage et désinfection des installations dès que la situation rendra cet arrêt possible.

Article 5 :

Dès qu'elle en a connaissance, la société ARKEMA France informe le service de l'inspection des installations classées de la date de la fin des travaux de démantèlement des deux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectivement situées sur les circuits Eau 12 °C et Eau 26 °C.

Article 6 : Infractions aux dispositions de l'arrêté

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 7 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 8 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1) Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-AVOLD et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

2) Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par le maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par l'exploitant.

Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture de la Moselle.

3) Un avis sera inséré par le préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 9 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,

Le Sous-préfet de FORBACH,

Le Maire de SAINT-AVOLD,

Les inspecteurs des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Metz, le 3 AOUT 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Olivier du CRAY

